

DECLARATION DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST SUR LA SURETE ET LA SECURITE DANS L'ESPACE MARITIME COMMUN

1. Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest, réunis les 24 et 25 juin 2013 à Yaoundé, en République du Cameroun, à l'occasion du Sommet conjoint sur la Stratégie régionale de lutte contre la piraterie, les vols à main armée et les autres activités illicites commis en mer dans le Golfe de Guinée,

- 1.1. **Considérant** la Déclaration du 30 août 2011 et la Résolution 2018 du 31 octobre 2011 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les actes de piraterie et les vols à main armée dans le Golfe de Guinée ;
- 1.2. **Rappelant** la Résolution 2039 du 29 février 2012 du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui exhorte la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et la Commission du Golfe de Guinée (CGG) à œuvrer conjointement pour l'élaboration d'une Stratégie régionale de lutte contre la piraterie, les vols à main armée et les autres activités illicites commis en mer, en coopération avec l'Union Africaine (UA) ;
- 1.3. **Conscients** que la piraterie maritime, les vols à main armée et les autres activités illicites deviennent des menaces préoccupantes dans l'espace maritime de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest et constituent une violation du droit international de la mer ;
- 1.4. **Préoccupés** par les graves menaces que la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic des armes et des stupéfiants, la traite des êtres humains, la piraterie et les vols à main armée en mer, font peser sur la navigation internationale, la sécurité, le développement socio-économique de nos Etats, ainsi que sur la paix et la stabilité internationales ;
- 1.5. **Conscients** du fait que le développement économique des Etats de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest dépend largement de leur capacité à créer des richesses par une gouvernance durable de leur espace maritime et par la mise en œuvre d'une économie respectueuse de l'environnement ;
- 1.6. **Conscients** également du rôle important des partenaires internationaux dans le renforcement des capacités des Etats membres et des organisations régionales dans la lutte contre la piraterie, les vols à main armée et les autres activités illicites commis en mer ;
- 1.7. **Réaffirmant** notre attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des Etats de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest ;
- 1.8. **Rappelant** que les dispositions de la présente Déclaration s'appliquent à tout l'espace maritime de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest ;

- 1.9. **Prônant** la mise en œuvre d'un Code de conduite transitoire en vue de faciliter l'adoption d'un accord multilatéral contraignant visant à éradiquer les activités illicites au large des côtes de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest ;
- 1.10. **Reconnaissant** la possibilité pour les Etats membres de la CEEAC, de la CEDEAO et de la CGG de parvenir à des accords bilatéraux contraignants sur la sûreté et la sécurité maritimes ;
- 1.11. **Saluant** le concours apporté par les représentants des Nations Unies, de l'Union Africaine et des partenaires stratégiques dans la lutte contre la piraterie, les vols à main armée et les autres activités illicites commis dans l'espace maritime de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest ;
- 1.12. **Saluant également** le concours apporté par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'Organisation Maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAOC) visant à assurer la coopération pour la sûreté et la sécurité maritimes ;
- 1.13. **Nous fondant sur :**
- les articles pertinents de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) ;
 - la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS), ainsi que le Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS)
 - la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (Convention SUA) et ses Protocoles ;
 - la Convention des Nations Unies contre le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes ;
 - les Résolutions 2018 (2011) et 2039 (2012) du Conseil de Sécurité, qui appellent à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies régionales, sous-régionales et nationales de sécurité et sûreté maritimes ;
 - la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans -horizon 2050 (Stratégie AIM 2050) adoptée par l'UA le 6 décembre 2012;
 - la Charte Africaine des Transports Maritimes adoptée en 1994 et mise à jour à Durban en Afrique du Sud en octobre 2009 ;
 - la Décision des ministres africains des Transports sur la sûreté maritime et la protection de l'environnement marin en Afrique ;
 - le Protocole de la CEEAC sur la stratégie de sécurisation des Intérêts vitaux en mer signé le 24 octobre 2008 à Kinshasa ;
 - la Déclaration de Luanda sur la paix et la sécurité dans la région du Golfe de Guinée adoptée le 29 novembre 2012 ;
 - les dispositions pertinentes :
 - du Traité du 18 octobre 1983 portant création de la CEEAC ;
 - du Protocole relatif au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX) du 24 février 2000 ;
 - du Traité révisé de la CEDEAO du 23 juillet 1993 ;

- du Protocole de la CĚDEAO relatif au mĚcanisme de prĚvention, de gestion, de rĚglement des conflits, de maintien de la paix et de la sĚcuritĚ du 10 dĚcembre 1999 ;
- du Document cadre de prĚvention des conflits de la CEDEAO du 16 janvier 2008 (DCPC) ;
- du TraitĚ instituant la CGG du 3 juillet 2001.

1.14 **Nous fĚlicitant** des initiatives des CommunautĚs Economiques RĚgionales et de la CGG, Ě savoir :

- la StratĚgie de sĚcurisation des intĚrĚts vitaux en mer des Etats membres de la CEEAC, adoptĚe Ě Kinshasa, le 24 octobre 2009 ;
- la poursuite de l'Ělaboration de la StratĚgie maritime intĚgrĚe de la CEDEAO ;
- la poursuite de l'Ělaboration de la StratĚgie maritime intĚgrĚe de la CGG ;
- l'adoption le 06 dĚcembre 2012 de la StratĚgie africaine intĚgrĚe pour les mers et les ocĚans – horizon 2050 (StratĚgie AIM 2050);

2. **DĚclarons ce qui suit :**


- 2.1. **Nous nous engageons sans rĚserve** Ě travailler ensemble pour assurer la promotion de la paix, de la sĚcuritĚ et de la stabilitĚ dans l'espace maritime de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest par la mobilisation des moyens opĚrationnels adĚquats tant institutionnels que logistiques ;
- 2.2. **Soutenons** la mise en ťuvre de la StratĚgie africaine intĚgrĚe pour les mers et les ocĚans – horizon 2050 (StratĚgie AIM 2050) ;
- 2.3. **Demandons** Ě la CEEAC, Ě la CEDEAO et Ě la CGG, de renforcer les activitĚs visant Ě la coopĚration, la coordination, la mutualisation et l'interopĚrabilitĚ des moyens entre les Etats membres en :
 - a) Ětablissant entre elles un cadre intercommunautaire de coopĚration en matiĚre de sĚretĚ et sĚcuritĚ maritimes ;
 - b) surveillant le domaine maritime par l'Ělaboration des procĚdures opĚrationnelles conjointes ;
 - c) facilitant l'harmonisation du cadre juridique et institutionnel des Etats membres ;
 - d) Ětablissant un mĚcanisme commun de partage de l'information et du renseignement ;
 - e) institutionnalisant une confĚrence sur le dĚveloppement et la sĚcuritĚ maritime ;
 - f) mettant en place un mĚcanisme de financement basĚ sur les contributions ;
- 2.4. **Demandons en outre** Ě chacune des CommunautĚs Economiques RĚgionales et Ě la CGG:
 - a) d'Ělaborer et d'adopter une stratĚgie rĚgionale de lutte contre la piraterie, les vols Ě main armĚe et les autres activitĚs illicites commis en mer, en cohĚrence avec *la StratĚgie* africaine intĚgrĚe pour les mers et les ocĚans – horizon 2050 (StratĚgie AIM 2050) ;

- b) de poursuivre la mise en œuvre et l'opérationnalisation des mécanismes de coordination permettant à leurs Etats membres d'agir efficacement contre toutes les menaces maritimes;
- 2.5. **Engageons** les Etats membres à :
- a) procéder à la collecte et à l'échange d'informations entre eux, avec les mécanismes régionaux de coordination et l'appui des partenaires stratégiques ;
 - b) renforcer les capacités des responsables de l'application de la loi dans le domaine de la sûreté et de la sécurité maritimes ;
 - c) accroître la sensibilisation au domaine maritime ;
 - d) élaborer et mettre en œuvre des législations nationales pertinentes ;
 - e) élaborer des politiques nationales de lutte contre la piraterie, les vols à main armée et les autres activités illicites commis en mer ;
 - f) mettre en place des structures nationales de coordination de l'action de l'Etat en mer, investies de pouvoirs suffisants pour remplir leurs missions ;
 - g) prévoir des mécanismes nationaux de financement des politiques de lutte contre la piraterie, les vols à main armée et les autres activités illicites commis en mer ;
 - h) organiser l'acquisition et la maintenance des principaux équipements maritimes dans les espaces maritimes respectifs ;
- 2.6. **Exhortons** les partenaires stratégiques internationaux à appuyer les initiatives inhérentes à la mise en œuvre de cette coopération régionale ;
- 2.7. **Demandons** au Secrétaire Général des Nations Unies et à la Présidente de la Commission de l'UA d'appuyer les efforts visant à mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la présente Déclaration ;
- 2.8. **Décidons** de rester saisis de la question.

Fait à YAOUNDE, le 25 juin 2013

Le Président de la République d'Angola	Le Président de la République du Bénin
EDOUARDO DOS SANTOS	BONI YAYI

<p>Le Président de la République du Burkina Faso</p> <p>BLAISE COMPAORE</p>	<p>Le Président de la République du Cameroun</p>  <p>PAUL BIYA</p>
<p>Le Président de la République du Cap-Vert</p> <p>JORGE CARLOS FONSECA</p>	<p>Le Chef d'Etat de Transition de la République Centrafricaine</p> <p>MICHEL DJOTODIA</p>
<p>Le Président de la République du Congo</p>  <p>DENIS SASSOU NGUESSO</p>	<p>Le Président de la République Démocratique du Congo</p> <p>JOSEPH KABILA</p>
<p>Le Président de la République de Côte d'Ivoire</p>  <p>ALASSANE DRAMANE OUATTARA</p>	<p>Le Président de la République Gabonaise</p> <p>ALI BONGO ONDIMBA</p>

<p>Le Président de la République de Gambie</p> <p>YAHYA JAMMEH</p>	<p>Le Président de la République du Ghana</p> <p>JOHN DRAMANI MAHAMA</p>
<p>Le Président de la République de Guinée</p> <p>ALPHA CONDE</p>	<p>Le Président de la République de Guinée-Bissau</p>  <p>MANUEL SÉRIFO NHAMADJO</p>
<p>Le Président de la République de Guinée Equatoriale</p> <p>THEODORO OBIANG NGUEMA</p>	<p>Le Président de la République du Libéria</p> <p>ELLEN JOHNSON SIRLEAF</p>
<p>Le Président de la République du Mali</p> <p>DIONCOUNDA TRAORE</p>	<p>Le Président de la République du Niger</p>  <p>MAHAMADOU ISSOUFOU</p>

**Le Président de la République Fédérale du
Nigéria**



GOODLUCK EBELE JOHNATAN

**Le Président de la République Démocratique de
Sao Tomé et Príncipe**



MANUEL PINTO DA COSTA

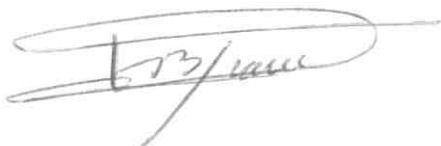
Le Président de la République du Sénégal

MACKY SALL

Le Président de la République de Sierra Leone

ERNEST BAI KOROMA

Le Président de la République du Tchad



IDRISS DEBY ITNO

Le Président de la République Togolaise

FAURE GNASSIMBE